

qui a tant aidé l'université de Colombie-Britannique et la cause de l'éducation dans cette province. Puis il y a la société Bata de Tchécoslovaquie qui a fondé une ville en Ontario et établi l'une des grandes fabriques de chaussures du Canada. Je songe aussi à la famille Bick venue de Hollande. M. Bick était arrivé ici comme petit maraîcher; ses affaires ont prospéré peu à peu et un jour, il s'est mis à préparer des conserves au vinaigre. Aujourd'hui, il dirige l'une des grandes entreprises de conserves au vinaigre de ce continent.

Puis, du côté de l'agriculture, les immigrants ont acheté depuis 1945 des terres dont la valeur globale dépasse les cent millions de dollars. Je tiens à signaler, monsieur le président, que, sans ces immigrants, nombre des fermes seraient aujourd'hui abandonnées. L'agriculture a besoin de main-d'œuvre, à cause du vieillissement de la main-d'œuvre dans cette industrie.

Ce sont les professions libérales qui m'intéressent tout particulièrement. Au delà de 100,000 membres de ces professions sont venus au Canada depuis la guerre, dont 20,000 ingénieurs. Je me demande parfois si nous songeons à l'apport si précieux, exprimé en argent, de ces immigrants, mises à part leurs capacités intellectuelles. Pour former ces 20,000 ingénieurs, il aurait fallu \$6,000 dans chaque cas, donc plus de 120 millions en tout, sans parler de ce qu'il en aurait coûté pour les élever et les instruire en attendant qu'ils soient prêts à entrer à l'université. Ces gens nous sont arrivés prêts à travailler et, en puissance, leur capacité de gain s'établit à plus d'un quart de million de dollars chacun. C'est là un grand stimulant pour notre économie.

Un mot de ma propre profession. Depuis 1945, 6,000 médecins, venus pour la plupart des îles Britanniques, ont immigré au Canada. Au Canada, leur formation aurait coûté quelque chose comme 84 millions. Mais cela nous est tombé du ciel. Je ne tiens pas compte des frais qui auraient été occasionnés pour élever ces médecins depuis leur enfance jusqu'à leur entrée à la faculté de médecine. La capacité de gain de ce groupe serait d'environ 3 milliards de dollars, dont une bonne proportion reviendrait au gouvernement sous forme d'impôts sur le revenu. Il est vrai que depuis la dernière guerre, 37 p. 100 des médecins de notre pays, y compris les diplômés de nos facultés de médecine, sont venus de l'étranger. Environ 18,000 infirmières travaillant aujourd'hui dans des hôpitaux canadiens ont été formées en dehors du Canada. Songeons un peu à ce qu'il nous aurait coûté si on avait dû élever tous ces gens depuis

leur naissance pour les former ensuite afin qu'ils se taillent leur place dans la vie.

Je passe maintenant aux autres domaines professionnels. On constate que plus de 16,000 instituteurs et professeurs sont venus au Canada depuis 1945. Pour le moment, le pays manque énormément de médecins et d'infirmières. Le rapport de la Commission Hall insiste sur le besoin qu'on aura de médecins et d'infirmières, pendant les 10 prochaines années, et sur la nécessité de construire cinq nouvelles facultés de médecine, comme je l'ai signalé auparavant. La pénurie se fera encore plus sentir parce que les sources d'approvisionnement outre-mer se tarissent.

Il faut environ sept ans pour former un médecin à compter du jour où il entre à la faculté de médecine jusqu'à celui où il est prêt à travailler. Il n'a pas été nécessaire jusqu'ici d'entreprendre une campagne de publicité pour attirer des médecins au Canada. En fait, le gouvernement actuel n'a rien fait pour attirer ceux qui sont venus. Il faut modifier notre approche. Il devient plus difficile de trouver des médecins. Le gouvernement devrait songer à offrir des encouragements à la profession médicale. Il est certain qu'il faudrait trouver des postes. Il sera facile ensuite de trouver les médecins. Toutefois, le gouvernement devrait consulter l'Association des médecins canadiens afin d'établir la meilleure façon de traiter ces médecins quand ils seront ici. Je songe aux six premiers mois ou à la première année alors qu'ils doivent subir des examens. On pourrait peut-être leur accorder une certaine latitude dans ces domaines. Ces médecins ont reçu une bonne formation, la plupart ont fait leurs études dans des universités du Royaume-Uni. Je signale au ministre l'urgence du problème. Nos facultés de médecine ne pourront former un nombre suffisant de médecins au cours des dix prochaines années.

Je dis que cette nécessité s'impose, monsieur le président, et pour le prouver je n'ai qu'à signaler le fait qu'il y a actuellement au Canada des hôpitaux sans internes. Je pourrais vous indiquer dans la grande agglomération torontoise des hôpitaux qui en sont dépourvus. Je pourrais vous faire voir des hôpitaux dont certains étages sont inutilisés parce que nous manquons du personnel nécessaire. La situation est loin d'être satisfaisante. Je dis par conséquent au ministre qu'il devrait entrer en rapports avec l'Association des médecins canadiens pour étudier les mesures à prendre en vue de faire venir au pays des médecins, des infirmières et des gens qualifiés.

M. Olson: Je n'ai pas l'intention de parler longuement de ces crédits aujourd'hui, car les deux questions que je voudrais soulever ont fait l'objet d'une étude au cours de la